

A qui profite la crise du lait ?



Ecrit par nawaat- 05.06.2016

Mise à jour le vendredi, 24 juin 2016

Depuis 2015, les stocks de lait affichent une surcharge inédite qui ont poussé, tardivement, les autorités à réagir. Une réaction qui se limite à la gestion ponctuelle de la crise en faveur des industriels privés. Selon Omar Behi, membre du bureau exécutif de l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche, les éleveurs de bovins ont perdu près de 41 millions de dinars l'année dernière. Histoire d'une richesse nationale gaspillée par la mauvaise gestion et l'absence de vision stratégique.

Un lait trop cher à exporter. Malgré l'excès de sa production, la Tunisie n'arrive pas à exporter son lait. « Le lait tunisien n'est pas compétitif. À cause des méthodes artisanales de la collecte, le taux de son acidité est élevé. Le processus de séchage est également coûteux en Tunisie. C'est tout le secteur, de la production à l'exportation, qu'il faut réorganiser » plaide Mouadh Djaït, propriétaire du centre de collecte de Mornag. Durant une seule matinée, deux camions de son centre ont été refusés. « Les usines sont saturées. Elles donnent la priorité à leurs camions puisqu'elles ont des contrats annuels avec des grandes fermes. Chaque jour, nous essayons de vendre le lait refusé à des fromagers clandestins. Ils achètent notre lait très bon marché mais nous n'avons pas d'autres choix à part les égouts » continue-t-il.

La crise du lait profite aux industriels à tous les niveaux. Moncef Gheram, homme d'affaire, vient de lancer une usine de séchage de lait à Zaghouan. Encouragé par la subvention de l'État et la demande abondante du lait en poudre, Gheram a déjà commencé la production. « J'ai commencé par une quantité de 10 tonnes de poudre pour tester la qualité. Il faut dire que le lait tunisien est plus cher en séchage que le lait européen. Ici, un kilo de poudre nécessite 12 litres de lait alors qu'en Europe il en faut seulement 9 litres » explique l'homme d'affaire qui a déjà signé avec la grande marque Délice Danone et compte s'investir exclusivement dans le marché national. Pour arriver à exporter le lait tunisien, l'État s'est engagé en mars 2016 à aider les industriels nationaux à trouver des marchés à l'étranger et à rendre leurs prix compétitifs. La subvention de l'exportation s'élève entre 115 et 150 millimes le litre. « Même si ce sont les moins perdant de toute la chaîne de production, les industriels seront les seuls à recevoir la subvention de l'État. Une obligation liée à la conception même du secteur. Si les grandes marques de lait n'arrivent pas à exporter le plus rapidement possible, la situation deviendra catastrophique » s'alarme le directeur du centre.